

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

France • (Page 08)

Ikea va commercialiser des panneaux solaires "clé en main"

L'entreprise s'associe pour l'occasion avec Voltalia, acteur international des énergies renouvelables...

Cryptomonnaie • (Page 08)

Jack Dorsey, le PDG de Twitter, dévoile sa préférée

Le patron de Twitter a clamé une nouvelle fois son attirance pour la cryptomonnaie qui représente selon lui, l'avenir...



Baromètre 2020 des CEOs africains

• (Pages 03)

Le Togo, 3ème pays attractif de l'UEMOA



Rapport annuel de l'UMOA

• (Page 04)

Le PIB a progressé de 6,1% en 2019 contre 6,4% en 2018

Relance du tourisme

L'OMT lance un traceur complet

Alors que toujours plus de pays dans le monde assouplissent les restrictions sur les voyages, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a lancé, jeudi 24... • (Page 02)

Investir en Afrique

Des opportunités offertes aux entreprises asiatiques

La Banque africaine de développement (BAD) a organisé le 23 septembre 2020, un atelier pour transmettre les immenses opportunités d'investissement et de partenariat... • (Page 06)

Réduire l'empreinte carbone • (Page 02)

Shell et Microsoft forment une alliance

La compétitivité du marché des énergies renouvelables pousse de nombreuses compagnies pétrolières à acquérir des actifs dans ce secteur. Dans ce sens, le géant pétrolier... • (Page 04)

Médias

La HAAC en guerre contre les « fake news »

Les fake news, voilà l'autre phénomène actuellement en vogue sur les réseaux sociaux. A Kpalimé, un atelier...

LE NOUVEAU
REPORTER

L'info accessible

Consultez-nous, suivez nous
sur nos réseaux sociaux et plus...

www.lesnouveauxreporters.com

Le portail média qui garantit l'actualité de vos affaires

Tel : 00229 62 60 77 77 / 60 60 60 60

lesnouveauxreporters@gmail.com



Relance du tourisme

L'OMT lance un traceur complet

Alors que toujours plus de pays dans le monde assouplissent les restrictions sur les voyages, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a lancé, jeudi 24 septembre 2020, un nouveau traceur de la relance du tourisme pour soutenir le tourisme mondial. Il s'agit de la toute dernière action concrète de l'institution spécialisée des Nations Unies, qui dirige la réponse du tourisme mondial et oriente sa relance.



● Nicole ESSO

Le traceur de la reprise du tourisme de l'OMT est un tableau de bord du tourisme le plus complet à ce jour, le traceur est le résultat d'un partenariat entre des organisations internationales et le secteur privé. Disponible gratuitement, il couvre les principaux indicateurs de performance du tourisme par mois, régions et sous-régions, ce qui permet de comparer en temps réel la reprise du secteur dans le monde et les industries. Le traceur de la reprise du tourisme de l'OMT (UNWTO Tourism Recovery Tracker) regroupe toutes les données pertinentes en un seul endroit, permettant ainsi aux gouvernements et aux entreprises privées de suivre la reprise du tou-

risme aux niveaux mondial et régional, ainsi que les informations sur les principales destinations du tourisme international à savoir, les arrivées de touristes internationaux, la capacité en sièges sur les liaisons aériennes internationales et nationales, les réservations de voyages aériens, les recherches et réservations d'hôtels, le taux d'occupation, et la demande de locations à court terme. Le traceur de la reprise du tourisme de l'OMT est disponible gratuitement. Il est le fruit de la collaboration d'un groupe de partenaires comprenant l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), ForwardKeys, STR, Sojern et AIRDNA. D'après le dernier numéro du Baromètre du tourisme mon-

dial de l'OMT, la forte baisse de la demande de voyages internationaux au cours de la période janvier-juin 2020 se traduit par une perte de 440 millions d'arrivées internationales et d'environ 460 milliards de dollars de recettes d'exportation du tourisme international. Cela représente environ cinq fois la perte de recettes du tourisme international enregistrée en 2009 lors de la crise économique et financière mondiale. Le traceur a été annoncé à l'issue de la cent-douzième session du Conseil exécutif de l'OMT, réuni en présentiel et en ligne à Tbilissi (Géorgie), pour travailler ensemble afin d'orienter la reprise durable et responsable du tourisme face aux impacts de la pandémie COVID-19.

AUX DECIDEURS ... NP

Phytothérapie au secours...

Le Comité régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19, formé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies et la Commission des affaires sociales de l'Union africaine, a approuvé un protocole pour les essais cliniques de phase III de la phytothérapie pour la COVID-19 ainsi qu'une charte et des termes de référence pour la mise en place d'un conseil de surveillance des données et de la sécurité des essais cliniques de phytothérapie.

« Tout comme dans d'autres domaines de la médecine, une science solide est la seule base pour des thérapies de médecine traditionnelle sûres et efficaces », a déclaré Dr Prosper Tumusiime, directeur du département Couverture sanitaire universelle et parcours de vie au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.

« L'apparition de la COVID-19, tout comme l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de santé et d'accélérer les programmes de recherche et de développement, notamment sur les médecines traditionnelles », a déclaré Dr Tumusiime.

Les documents techniques approuvés visent à renforcer et à développer une masse critique de capacités techniques des scientifiques en Afrique afin de mener des essais cliniques appropriés pour garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments traditionnels conformément aux normes internationales. Les essais cliniques de phase III sont essentiels pour évaluer pleinement la sécurité et l'efficacité d'un nouveau produit médical. Le conseil de sécurité et de contrôle des données veillera à ce que les données des études accumulées soient examinées périodiquement en fonction de la sécurité des participants. Il formulera également des recommandations sur la poursuite, la modification ou l'arrêt d'un essai sur la base de l'évaluation des données à des périodes prédéterminées de l'étude.

Si un produit de médecine traditionnelle s'avère sûr, efficace et de qualité assurée, l'OMS recommandera une fabrication locale à grande échelle et rapide, a expliqué Dr Tumusiime, notant que grâce au Forum africain de réglementation des vaccins, il existe maintenant un point de référence sur lequel les essais cliniques de médicaments et de vaccins dans la Région peuvent être évalués et approuvés en moins de 60 jours.

« L'adoption des documents techniques garantira que des preuves cliniques universellement acceptables de l'efficacité des médicaments à base de plantes pour le traitement de la COVID-19 seront produites sans compromettre la sécurité des participants », a déclaré le professeur Motlalepula Gilbert Matsabisa, président du comité d'experts. Il a exprimé l'espoir que le protocole d'essai clinique générique sera immédiatement utilisé par les scientifiques de la Région afin de s'assurer que les populations puissent bénéficier du potentiel de la médecine traditionnelle pour faire face à la pandémie en cours.

Les 25 membres du Comité consultatif régional d'experts sur la médecine traditionnelle pour la COVID-19 sont chargés de soutenir les pays afin d'améliorer la recherche et le développement de thérapies contre le virus basées sur la médecine traditionnelle et de fournir des conseils sur la mise en œuvre des protocoles approuvés afin de générer des preuves scientifiques sur la qualité, la sécurité et l'efficacité des médicaments de la COVID-19 à base de plantes.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Baromètre 2020 des CEOs africains

Le Togo, 3ème pays attractif de l’UEMOA

Le Togo classé troisième pays le plus attractif des investisseurs en cette année selon le deuxième rapport sur l'index d'Attractivité des Investissements en Afrique 2020 de l’Africa CEO Forum et du cabinet Deloitte.

● Bernard AFAWOUBO

La crise sanitaire liée à la COVID-19 qui a affecté tous les pays en matière d’attractivité des investisseurs, n’a pas empêché le Togo de poursuivre ses réformes d’amélioration du climat des affaires. Ainsi dans la zone l’Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), le Togo occupe la troisième place des pays les plus attractifs des investissements en 2020, c’est qui ressort du rapport sur l’Index d’Attractivité des Investissements en Afrique 2020, publié la deuxième année consécutive par Africa CEO Forum et le cabinet Deloitte. En effet, ce rapport vise à donner un aperçu de la volonté d’investissement des dirigeants du secteur privé africain et qui n'est pas destiné à analyser les conditions d'investissement ni la facilité de faire des affaires dans les pays en question. La Côte d’Ivoire est classée premier dans l’espace UEMOA. Il est lieu de précisé que le Togo s’est positionné deuxième avec environ 2% des intentions d’investissements des chefs d’entreprises africains. Le classement a été réalisé avec l’implication des chefs d’entreprises à qui une question était posée. Il s’agit pour ces dirigeants d’entreprises de répondre à une et simple question à savoir « Quels pays africains vous semblent les plus attractifs pour investir à l’heure actuelle ? ». les résultats obtenus à travers cette interrogation est la source de ce rapport produite par Africa CEO Forum et le cabinet Deloitte. L’île Maurice, championne africaine des meilleurs classements, est absente du Top 10. Sur l’échiquier continental, on retrouve le Kenya (2è), le Ghana (3ème), le Rwanda (5ème), l’Ethiopie (6ème), le Nigeria (7ème), le Maroc (8ème), la RDC (9ème) et l’Afrique du Sud. Mené auprès de plus de 200 CEO



africains entre les mois de mars et mai 2020, ce Baromètre permet d’analyser et de restituer la situation actuelle du secteur économique africain ainsi que la vision de ses dirigeants. Dans un contexte marqué par une année de transition politique dans plusieurs pays et une crise sanitaire sans précédent, l’étude interroge les dirigeants africains sur 6 thématiques – stratégie, gouvernance, finance, innovation, impact et talents – et propose en introduction un focus sur la crise Covid-19 et ses effets. Tour d’horizon des faits marquants de la 2ème édition du Baromètre Africa CEOs Survey, en partenariat avec l’Africa CEO Forum.

Harmonisation et consolidation de l'écosystème africain : un chantier prioritaire pour l'Afrique

Les chefs d’entreprise africains sont de plus en plus confiants dans le développement économique du continent à long terme (80% des répondants en 2020 contre 73% en 2019), tout en considérant qu’un ralentissement économique mondial impactera négativement leurs opérations domestiques (59%). L’unification économique du continent est vue comme l’opportunité majeure des années à venir, dont la mise en œuvre opérationnelle nécessitera une coopération public-

privé. En effet, au côté des pouvoirs publics, les acteurs privés se veulent le moteur du développement africain, en portant de manière proactive des solutions concrètes à des problématiques locales identifiées. Des incertitudes demeurent toutefois sur les perspectives à court terme du continent, notamment à cause de la crise sanitaire et des prochaines échéances électorales. La perception de la situation politique par les acteurs du privé est contrastée et traduit des disparités entre pays et régions qui se retrouvent également sur le plan économique, renforçant la nécessité de coopération et d’harmonisation à l’échelle du continent. La Côte d’Ivoire, le Kenya, le Ghana, le Sénégal et le Rwanda sont les pays les plus attractifs aux yeux des investisseurs étrangers.

Les freins à l'accélération des stratégies

Le climat des affaires (pour 50% des répondants) et l’état des infrastructures (30%) sont les principaux freins à l’accélération des stratégies des entreprises africaines. 93% des répondants estiment que les recommandations du secteur privé ne sont pas assez prises en compte par les pouvoirs publics alors qu’ils se veulent moteur dans le développement et le changement d’échelle du continent, poussant la croissance et la diversification de leurs entre-

prises.

Des entreprises soucieuses d'améliorer leur gouvernance

Les entreprises africaines progressent dans la prise de conscience et la gestion des risques (41% des répondants déclarent avoir un niveau de maturité avancé du sujet) et sont de plus en plus soucieuses d’améliorer leur gouvernance. Les chefs d’entreprises s’avèrent de plus en plus conscients des risques qui menacent leurs groupes, et de mieux en mieux préparés. On observe aussi une prise de conscience croissante du caractère stratégique de la gouvernance avec des conseils d’administration qui comptent de plus en plus de membres indépendants (66% ont au moins 1 membre indépendant) même s’il existe encore une marge de progression par rapport aux standards internationaux. La féminisation des organisations est une tendance de fond, qui se traduit plus par la féminisation des effectifs que par celle des conseils d’administration. Celle-ci est d’ailleurs en léger recul par rapport à l’an dernier (30% n’ayant aucune administration).

La nécessité d'amplifier les solutions de financement adaptées et innovantes pour les entreprises et les ménages

Le niveau de maturité de l’écosystème financier limite encore le potentiel de croissance des entreprises qui sont de plus en plus attirées par les solutions apportées par le private equity (18% des dirigeants en 2020 à comparer à 9% en 2019) qui reste plutôt perçu comme une source de financement (49%) plutôt qu’un levier de création de valeur

(28%).L’écart entre les besoins de l’économie africaine et l’offre de financement actuellement disponible met en lumière la nécessité de mettre en place des solutions et des mécanismes de garantie et de financement alternatifs (fonds de garantie, assurance de recouvrement, développement des fonds locaux et du capital de proximité, titrisation, introduction en bourse...).L’enjeu du développement de l’économie par l’amélioration de l’accès au financement passera également nécessairement par un assouplissement de l’accès au crédit des consommateurs, permettant de stimuler la consommation des ménages et leur investissement dans les biens d’équipement – la politique de taux d’intérêts pratiquée par les prêteurs étant perçue à cet égard comme un chantier prioritaire.

Hausse du recours à l'innovation et au numérique par les entreprises et le secteur public

85% des dirigeants estiment que le Covid-19 a un impact fort (changements et transformations profonds) ou moyen (accélération de certains projets) sur l’innovation pour les années à venir. 60% des chefs d’entreprise africains sont convaincus de l’impact fort de l’innovation sur leur compétitivité. 81% annoncent que la transformation digitale sera au cœur de leur stratégie dans les 12 prochains mois. La politique d’innovation apparaît de plus en plus internalisée au sein des entreprises (38% contre 30% en 2019). Le mode de coopération entre entreprises, universités, la recherche et les incubateurs reste encore à construire afin de favoriser les conditions propices à une diffusion plus rapide de l’innovation entre les hubs du continent. Il existe un énorme potentiel de croissance encore inexploité

dans l’utilisation de la donnée, mais qui nécessite la mise en place d’infrastructures dépendant également de la puissance publique. Pour les dirigeants, l’inclusion des populations est la priorité de fond. L’éthique et l’environnement progressent 61% des dirigeants africains affichent leur volonté de concilier développement économique et amélioration de leur impact local. La démarche RSE paraît résulter plus d’une conviction forte des dirigeants que d’une réponse aux exigences réglementaires et est perçue par 53% d’entre eux comme potentiellement génératrice de revenus additionnels. L’éthique (22%, +8pts par rapport à 2019), la transition énergétique (18%, +4pts) et le développement des communautés locales (15%, -7pts) ressortent comme les préoccupations premières. L’amélioration de la situation sociale des populations semble être une priorité de fond pour les entreprises africaines (93%) en particulier le renforcement de l’accès des communautés à l’éducation (41%), à l’emploi (35%) et à la santé (22%).

La montée en compétence des talents, un enjeu majeur pour les entreprises africaines

A 48%, les entreprises privilégient d’investir dans la formation en interne ou la création d’académies dédiées plutôt que le recours à des prestataires externes ou des partenariats avec des universités ou des écoles (35%) pour développer les compétences de leurs salariés. Les principales problématiques en termes de renforcement des talents se situent aux échelons du middle (35% des répondants) et top management (24% des répondants), ainsi que des fonctions techniques (19% des répondants)

Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles. Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Rapport annuel de l'UMOA

Le PIB a progressé de 6,1% en 2019 contre 6,4% en 2018

La commission bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africain (UMOA) a présenté le rapport annuel du système bancaire de l'union sur fond de satisfécit.



● Bernard AFAWOUBO

Comme de coutume la commission bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africain présente annuellement le rapport des activités économiques de l'Union. Ainsi le rapport de 2019 indique que le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un contexte marqué par la bonne tenue de l'activité économique. En effet, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Union a progressé de 6,1% en 2019 contre 6,4% en 2018. Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UMOA a augmenté de quatre unités pour s'établir à cent cinquante-et-un (151) à fin 2019. Cent quarante-huit d'entre eux étaient en activité en 2019, les trois établissements de crédit agréés au cours de l'année n'ayant pas démarré leurs activités. L'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union est resté stable à vingt-neuf par rapport à 2018. Toutefois, le nombre de compagnies financières s'est accru, en passant de dix en 2018 à douze en 2019.

Le réseau bancaire a poursuivi son extension.

Aussi le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ont augmenté respectivement de 99 unités (+2,7%) et 1 258 733 unités (+10,0%) pour se situer à 3 728 et 13 791 669. Le système bancaire compte 3 378 guichets automatiques de banque, en hausse de 172 unités (+5,4%). Le total de bilan des établissements de crédit en activité est ressorti à 41 258,6 milliards, soit une progression de 9,6% par rapport à 2018. Selon le rapport, les emplois nets3 se sont accrus de 9,8% pour atteindre 35 903,1 milliards, dont 63,8% de crédits à la clientèle et 22,8% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille sont ressortis respectivement à 11,5% et 4,6% en 2019 contre 12,5% et 5,1% en 2018. Les ressources globales mobilisées par le secteur bancaire se sont consolidées de 11,4% pour se fixer à 33 129,6 milliards. Elles sont constituées à hauteur de 84,0% de dépôts et emprunts de la clientèle, en accroissement de 10,8%. En ce qui concerne les capitaux propres et ressources assimilées qui représentent 11,2% des ressources globales, ils

ont été renforcés de 519,4 milliards, soit une hausse de 16,2%. Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 4,3% à 2 057,2 milliards en 2019. Quant au résultat brut d'exploitation, il se situe à 801,1 milliards, soit 11,2%.

Un total de bilan de 29 164,8 milliards

Le résultat net, en s'établissant à 542,2 milliards, s'est accru de 42,9% comparativement à 2018. Le coefficient net d'exploitation est ressorti 65,3% contre 68,0% en 2018. Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 11,6% en 2019, au-dessus de la norme minimale de 9,5% exigée à fin 2019, et contre 10,8% en 2018. Au nombre de douze en activité au 31 décembre 2019, les compagnies financières de l'UMOA ont enregistré un total de bilan de 29 164,8 milliards, en hausse de 4,3% en rythme annuel. Quatre compagnies financières étaient en cours d'inscription à cette date. Les prêts et créances ainsi que les dettes des compagnies financières à l'égard de la clientèle ont progressé en 2019, respecti-

vement de 1,7% et 4,5% par rapport à 2018, en s'établissant à 13 759,3 milliards et 19 422,2 milliards. Le ratio moyen de solvabilité global des compagnies financières de l'Union est ressorti à 13,1% en 2019, contre 12,2% en 2018, en hausse de 0,9 points de pourcentage.

Progression de l'activité des micro-finances

S'agissant du secteur de la microfinance, le nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) relevant de l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD (faîtières et caisses de base), supervisés par la Commission Bancaire, ressort à cent soixante-quatorze (174) à fin 2019 contre cent cinquante-huit (158) l'année précédente. Ces institutions ont affiché un total de bilan de 2 083,5 milliards, en progression de 9,3% par rapport à fin 2018. Leurs emplois nets se sont accrus de 9,3%, pour atteindre 1 435,2 milliards à fin 2019. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 9,9% pour se fixer à 1 501,0 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont régressé de 0,1 point de pourcentage chacun, en passant respectivement de 4,7% et 3,4% en 2018 à 4,6% et 3,3% un an plus tard. Le ratio moyen de capitalisation de ces SFD est ressorti à 19,9% en 2019 contre 19,3% en 2018, pour une norme minimale de 15%. En ce qui concerne les établissements de monnaie électronique, leur nombre s'est établi à dix (10) en 2019 contre huit (8) l'année précédente. Le nombre de comptes ouverts s'est établi à 50 336 223, dont 48,2% de comptes actifs. Les transactions effectuées à travers la téléphonie mobile ont porté sur un volume de 2 406 937 675 opérations pour un montant total de 26097 milliards à fin 2019.

Réduire l'empreinte carbone

Shell et Microsoft forment une alliance

La compétitivité du marché des énergies renouvelables pousse de nombreuses compagnies pétrolières à acquérir des actifs dans ce secteur. Dans ce sens, le géant pétrolier Shell et la firme technologique Microsoft renforcent leur partenariat pour diminuer leurs émissions de carbone.



Pour assurer la pérennité de leurs objectifs, le géant pétrolier Shell et l'entreprise technologique Microsoft étendent leur partenariat à la réduction des émissions de carbone. Dans le cadre de ce partenariat, Shell fournira à Microsoft des solutions d'énergie renouvelable pour ses opérations afin de lui permettre d'avoir une empreinte carbone négative, d'ici 2050. Les deux entreprises indiquent qu'elles s'efforceront également d'utiliser du carburant d'aviation durable. «Nous sommes fiers du travail que nous avons déjà accompli ensemble. Notre alliance stratégique nous permettra de repousser les limites [...]. Nous sommes convaincus que nous pouvons réaliser des progrès considérables pour Shell, Microsoft, nos clients et au-delà», a déclaré Huibert Vigevano (photo), Directeur de l'aval de Shell, dans un communiqué publié le 22 septembre. Il a ajouté que cette alliance permettra à Shell d'être recon-

nue comme une entreprise énergétique à zéro émission carbone d'ici 2050. Judson Althoff, Vice-président exécutif de l'activité commerciale chez Microsoft renchérit et précise que cette collaboration permettra d'accélérer l'innovation en faveur de la décarbonisation et de la transition énergétique. Entre autres cette année, 47 applications propriétaires alimentées par l'intelligence artificielle et déployées dans les locaux de Shell, ont permis de montrer le potentiel de réduction des émissions de dioxyde de carbone dans ses activités. Grâce à ces technologies récentes, Shell a accès à des données en temps réel qui améliorent la sécurité et réduisent les émissions de carbone. Par exemple, Microsoft Azure alimente le système de reconnaissance autonome de Shell, qui utilise des algorithmes de reconnaissance d'images pour la détection des signes de corrosion des équipements.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



REPUBLIQUE DU SENEGAL

PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL DE L'UEMOA

PROGRAMME REGIONAL D'AMENAGEMENTS HYDRAULIQUES MULTI USAGE AU SENEGAL

**Financement : Union Economique Monétaire Ouest
Africaine (UEMOA)**

Date : 21 août 2020

No de l'AO : 032/20

Cet avis fait suite à l'Avis Général de Passation des marchés paru dans le journal « LE SOLEIL » du 31 décembre 2019 et publié dans le Portail des Marchés Publics du Sénégal.

Le **Gouvernement de la République du Sénégal** a reçu des fonds de l'**Union Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)** pour financer le **Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Sénégal**, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements éligibles au titre du Marché pour les **travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar (appel d'offres n° 032/20).**

3. L'Agence d'Exécution des Travaux d'intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP) sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les **travaux réalisation de quatre nouveaux forages d'exploitation dans les localités de Lambène, Thiounène, Ndiaye Ndiamaniane et Kouré Ndiawar et achèvement de deux forages à Lambène et Ndiaye Ndiamaniane dans la Commune de Mérina Dakhar, département de Tivaouane, région de Thiès.**

Les travaux sont constitués en un seul lot.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'AGETIP à l'adresse suivante : **Route de l'Aéroport – derrière Hôtel ONOMO - Téléphone : (+221) 33 864 98 88** et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus indiquée de 8 heures à 12 heures le matin et de 15 heures à 17 heures l'après-midi.

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement non remboursable de **F CFA 50 000**. La méthode de paiement sera en espèce.

6. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahiers des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Travaux – Droit Civil.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures précises**. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère de l'Economie et des Finances, valide vingt-huit (28) jours à compter de la date limite de validité des offres d'un montant de **F CFA 2 150 000**.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse ci-dessus le **jeudi 24 septembre 2020 à 15 heures**.

8. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert tel que défini dans le Code des Marchés publics, et ouvert à tous les candidats éligibles.

9. Les exigences en matière de qualifications sont :

a) Situation financière

Avoir un minimum de chiffre d'affaire annuel moyen des activités liées **aux travaux similaires** correspondant au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois(03) dernières années (2017-2019) égal à **F CFA 220 000 000**.

Pour ce faire, le soumissionnaire devra fournir des états financiers certifiés par un expert-comptable agréé par l'ONECCA ou par un organisme assimilé durant les **trois** exercices concernés (2017-2019) et donner la liste des travaux en cours.

Disposer d'une ligne de crédit délivrée par un établissement financier agréé par le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) d'un montant de **F CFA 75 000 000**.

b) Expérience spécifique

➤ Avoir réalisé en tant qu'entreprise principale au moins deux (2) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années (2015-2019) avec une valeur minimum par marché de **F CFA 79 000 000** (soixante dix neuf millions francs CFA), qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés pour l'essentiel et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies. Ces réalisations doivent être prouvées par des attestations de bonne exécution délivrées par les Maîtres d'Ouvrages concernés.

c) Proposer un délai d'exécution maximum de quatre mois.

d) Moyens matériels

Les soumissionnaires devront disposer du minimum de matériel essentiel à l'exécution du marché (voir dossier d'appel d'offres)

e) Personnel (voir dossier d'appel d'offres)

10. Une marge de préférence ne sera pas octroyée aux soumissionnaires nationaux. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

11. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date limite retenue pour l'ouverture des plis.

Le Directeur Général

Investir en Afrique

Des opportunités offertes aux entreprises asiatiques

La Banque africaine de développement (BAD) a organisé le 23 septembre 2020, un atelier pour transmettre les immenses opportunités d'investissement et de partenariat du continent aux chefs d'entreprise asiatiques, d'autant plus que le continent semble sur le point de renouer avec la croissance économique en 2021 suite à l'impact de la pandémie COVID-19.



● **Vivien ATAKPABEM**

L'événement virtuel de deux heures, organisé en anglais, coréen et chinois, a permis aux participants d'en apprendre davantage sur la Banque et ses opérations. Le webinaire fait suite au supplément récemment lancé sur les Perspectives économiques en Afrique 2020 - Asie, qui a révisé les projections de croissance et les perspectives pour l'Afrique pour 2020 et 2021. «Je saisis cette occasion pour encourager fortement les entités du secteur privé asiatique réunies ici aujourd'hui, à s'associer à la Banque pour profiter des multiples opportunités d'investissement qui existent sur le continent», a déclaré Samuel Higenyi Mugoya, directeur de la syndication, cofinancement de la Banque. En présentant la Banque, Takashi Hanajiri, chef du Bureau de représentation extérieure pour l'Asie, a donné un aperçu de la Banque, de son histoire et de ses composantes avant de présenter un résumé de son initiative phare du Forum d'investissement en Afrique (lien externe) et des opportunités qu'elle offre. Faisant référence à l'événement AIF tenu à Johannesburg en 2019, il a déclaré: «Jusqu'à présent, le plus gros accord était un projet de GNL au Mozambique avec un coût total de 24,6 milliards de dollars», ajoutant que «de

nombreuses institutions asiatiques, publiques et privées, parrainent le projet.» Après une discussion sur les réponses de la Banque à la pandémie du COVID-19, Hanajiri a conclu sur une note positive, notant que «la croissance de l'Afrique rebondira à 3% en 2021 contre -3,4% en 2020». Le personnel de la Banque a présenté les opérations non souveraines de la Banque et les offres de produits financiers. D'autres sessions ont porté sur l'immense potentiel énergétique de l'Afrique, en particulier les énergies renouvelables, ainsi que sur l'agriculture, qui reste le secteur économique le plus important du continent. Le directeur Mugoya a salué le soutien continu des pays asiatiques au développement de la Banque et de l'Afrique. «Il y a quatre pays asiatiques membres de la Banque, à savoir la Chine, l'Inde, le Japon et la Corée, qui sont des partenaires stratégiques de longue date depuis près de 40 ans. Les pays membres d'Asie ont constamment contribué aux besoins de capital de la Banque et ont soutenu les reconstitutions successives du Fonds africain de développement. » Le Fonds africain de développement est le guichet concessionnel de la Banque.

Deuxième plus grande population au monde

Le webinaire, qui a attiré

environ 300 participants, s'est clôturé par une session de questions et réponses. Les questions portaient sur des questions telles que la représentation de la Banque en Inde, les offres de financement du commerce et l'accès au financement pour les femmes. Les sociétés et institutions participantes comprenaient la Banque industrielle et commerciale de Chine, la China Export & Credit Insurance Corporation, l'Export-Import Bank of India, la JICA, la Korea Eximbank, la Korea Trade-Investment Promotion Agency (KOTRA) et la Korea Overseas Infrastructure & Urban Development Corporation (GENTIL). Le continent africain immense et très diversifié a la deuxième plus grande population au monde et la deuxième plus grande masse terrestre après l'Asie, offrant d'énormes opportunités d'investissement pour le secteur privé asiatique. La Banque considère le secteur privé africain comme un moteur essentiel de la croissance économique et du développement, mais les entreprises asiatiques manquent souvent d'informations sur le climat des affaires. Jusqu'à la pandémie de COVID-19, l'Afrique était le deuxième continent à la croissance la plus rapide en dehors de l'Asie. Au cours de la dernière décennie, le continent a connu la plus longue période de croissance ininterrompue du revenu par habitant depuis les années 1960.

Systèmes agroalimentaires

La FAO lance l'initiative Villes vertes

Transformer la reprise suite au COVID-19 en une opportunité pour les villes de devenir plus durables et plus résilientes, et de garantir à tous l'accès à des aliments sains

La FAO a dévoilé le 18 septembre 2020 sa nouvelle initiative Villes vertes et son plan d'action visant à contribuer à la transformation des systèmes agroalimentaires, à l'élimination de la faim et à l'amélioration de la nutrition au sein des villes et autour de celles-ci, lors de la période suivant la pandémie du COVID-19. Le lancement a eu lieu à l'occasion de la manifestation de haut-niveau tenue à distance sur le thème «Des villes vertes pour reconstruire en mieux et atteindre les ODD une initiative nouvelle et efficace», organisée par la FAO lors de la 75ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mettant en évidence le potentiel considérable des villes en matière de réduction des effets de la pandémie du COVID-19 sur la santé et la sécurité alimentaire, et d'atténuation des effets du changement climatique, QU Dongyu, Directeur général de la FAO, a encouragé tous les partenaires à reconnaître la contribution essentielle des villes au projet de reconstruire en mieux, et la nécessité d'entreprendre d'urgence des actions novatrices, globales et coordonnées. «Nous devons repenser la manière dont les zones urbaines et périurbaines sont conçues et gérées, afin que les villes soient plus vertes, plus résilientes et plus aptes à se régénérer», a-t-il affirmé dans son allocution d'ouverture. «Il ne nous reste plus que dix ans pour réaliser les objectifs de développement durable, a-t-il ajouté, nous devons changer fondamentalement notre façon de voir les choses et réorganiser notre approche».

Une nouvelle façon de penser

L'Initiative Villes vertes vise à améliorer les moyens d'existence et le bien-être des populations urbaines et périurbaines d'une centaine de villes à travers le monde au cours des 3 prochaines années (15 métropoles, 40 villes moyennes et 45 petites villes); mille autres villes se joindront à l'initiative d'ici à 2030. L'initiative est particulièrement axée sur l'amélioration de l'environnement urbain, le renforcement des liens entre zones urbaines et zones rurales et la résilience des systèmes, des services et des populations urbaines face aux chocs externes. Elle permettra de garantir l'accès à un environnement sain et à une alimentation saine à partir de systèmes alimentaires



durables, et contribuera à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, ainsi qu'à la gestion durable des ressources. La nouvelle initiative comprend également la création d'un «Réseau de villes vertes» au sein duquel des villes de toutes tailles (des mégapoles aux villes de taille moyenne et petite) échangeront leurs expériences sur les meilleures pratiques, les réussites et les enseignements, et créeront des opportunités de coopération. La FAO renforcera l'action menée auprès des autorités locales et nationales, des conseils municipaux, des maires, du secteur privé, des institutions universitaires et des organisations internationales, et s'engagera auprès des habitants des zones urbaines, en particulier les femmes et les jeunes. «L'initiative que nous lançons aujourd'hui est le fruit d'une nouvelle façon de penser. J'espère que cela vous encouragera à vous joindre à nous et à soutenir l'initiative avec des méthodes de mise en œuvre novatrices!», a conclu le Directeur général de la FAO.

Pourquoi les initiatives de verdissement urbain sont-elles importantes?

Le monde est de plus en plus urbanisé. D'ici à 2050, près de 70 pour cent de la population mondiale vivra en ville. L'Afrique et l'Asie connaîtront 90 pour cent de cet accroissement. Environ 70 pour cent des disponibilités alimentaires sont consommées par des citoyens, et ce nombre augmente régulièrement. L'accroissement de la population et l'urbanisation rapide occasionnent des modifications de l'alimentation et une demande accrue pour des produits et services

de base, ainsi qu'une compétition croissante pour les ressources naturelles afin d'assurer à chacun l'accès à une alimentation saine. Les administrations locales éprouvent de plus en plus de difficultés à répondre aux besoins des populations urbaines et périurbaines. De nouveaux défis liés à la pandémie du COVID-19 sont venus s'ajouter aux difficultés existantes, notamment les perturbations des systèmes alimentaires, la perte d'emploi et l'insécurité alimentaire, ainsi que l'aggravation des conditions de vie pour les plus vulnérables. De nombreux habitants des zones urbaines et périurbaines sont plus que jamais exposés à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi qu'aux maladies non transmissibles liées à l'alimentation et à une augmentation des taux d'obésité et de surcharge pondérale. Actuellement, les villes utilisent près de 80 pour cent de toute l'énergie produite dans le monde. Elles sont responsables de 70 pour cent des déchets produits à l'échelle mondiale et de 70 pour cent environ des émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à l'énergie. Les villes doivent impérativement maintenir des systèmes alimentaires durables et davantage d'espaces verts (y compris consacrés à l'agriculture urbaine et périurbaine et aux forêts) afin d'accroître la résilience face aux effets du changement climatique et du COVID-19, et de faire en sorte que les problèmes sanitaires ne perturbent pas les réseaux d'approvisionnement et de distribution alimentaires.

Avec fao.org

BRVM 10

117,83

Variation Jour

↑ 0,33 %

Variation annuelle

↓ -20,98 %

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE

LA COTE

N° 182

mardi 22 septembre 2020

Site : www.brvm.org

BRVM Composite

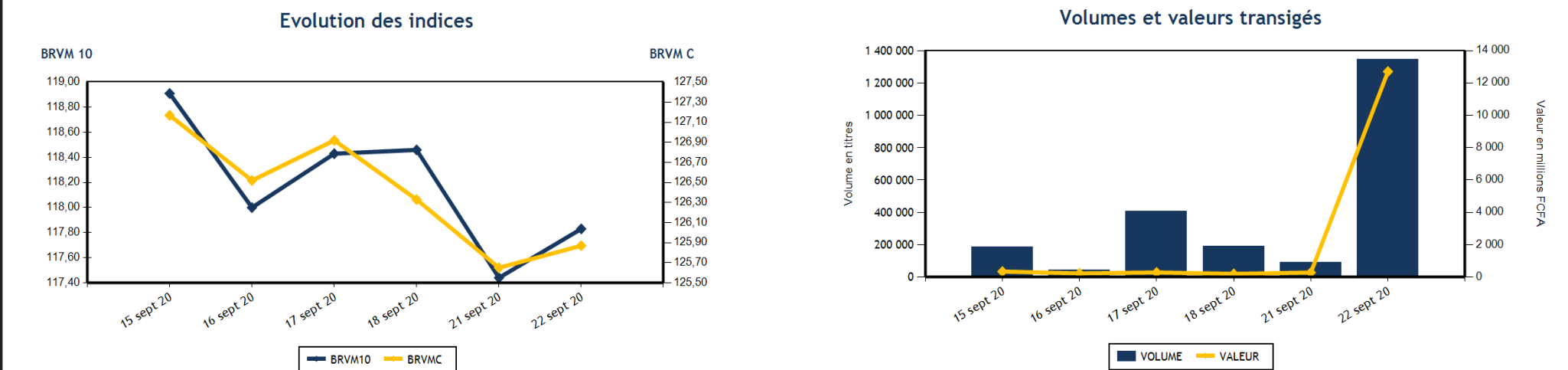
125,87

Variation Jour

↑ 0,18 %

Variation annuelle

↓ -20,96 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 781 772 311 711	0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	107 568	20,15 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	380 272 305	37,99 %
Nombre de titres transigés	33	-10,81 %
Nombre de titres en hausse	12	50,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-41,18 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	230	6,98 %	-6,12 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	475	5,56 %	-21,49 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 500	4,17 %	-11,35 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	3 280	3,96 %	-49,30 %
BERNABE CI (BNBC)	580	3,57 %	-17,14 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	33,22	-0,72 %	-11,79 %	9 486	9 206 040	59,37
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	361,19	-0,33 %	-27,09 %	73 895	252 146 250	7,68
BRVM - FINANCES	15	51,60	0,74 %	-15,40 %	19 992	114 834 695	5,83
BRVM - TRANSPORT	2	307,10	0,00 %	-16,27 %	85	106 375	7,25
BRVM - AGRICULTURE	5	66,07	-0,21 %	-23,07 %	1 902	1 414 435	6,40
BRVM - DISTRIBUTION	7	192,32	0,03 %	-24,06 %	2 188	2 559 910	8,96
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	283,79	6,98 %	-6,12 %	20	4 600	3,57
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,09	
Taux de rendement moyen du marché	10,54	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,64	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	237 243,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	519 188 505,93	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 581 124 531 073	-0,03 %
Volume échangé	1 240 545	518 956,49 %
Valeur transigée (FCFA)	12 322 607 543	515 490,27 %
Nombre de titres transigés	12	500,00 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	4	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 060	-7,02 %	-38,55 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	125	-3,85 %	-3,85 %
PALM CI (PALC)	1 255	-3,46 %	-31,04 %
SODE CI (SDCC)	2 940	-2,00 %	5,00 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	7 400	-1,46 %	-7,50 %

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	26,72	
Ratio moyen de satisfaction	90,56	
Ratio moyen de tendance	338,93	
Ratio moyen de couverture	29,50	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-0,41	
Nombre de SGI participantes	26	

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

Cryptomonnaie**Jack Dorsey, le PDG de Twitter, dévoile sa préférée**

Le patron de Twitter a clamé une nouvelle fois son attirance pour la cryptomonnaie qui représente selon lui, l'avenir.



Bitcoin et les cryptomonnaies sont revenus sous les feux de la rampe ces derniers mois, en réponse à la pandémie de coronavirus. Le prix du Bitcoin, après s'être effondré en mars comme la plupart des autres actifs, a rapidement rebondi, avant de récemment reculer. Pas de quoi décourager Jack Dorsey, le patron milliardaire de Twitter et de Square, comme le relate Forbes. Selon lui, Bitcoin est "probablement la meilleure" cryptomonnaie car elle est "basée sur le consensus" et "construite par toutes les personnes". Ce n'est pas la première fois que Jack Dorsey fait part de son avis sur Bitcoin. Il avait affirmé, dans une interview accordée en 2018 au Times of London, que Bitcoin a le potentiel de devenir la seule monnaie du monde d'ici 2030. "Internet est quelque chose qui est basé sur le consensus et construit par tout le monde, et tout le monde peut en changer le

cours. Bitcoin a les mêmes modèles, il a été construit sur Internet", a expliqué Jack Dorsey dans une interview vidéo à Reuters, le 10 septembre dernier. Le patron de Twitter venait d'annoncer que sa société de paiement Square invitait d'autres entreprises de cryptomonnaie à rejoindre une "alliance" baptisée Cryptocurrency Open Patent Alliance (COPA), qui regroupera les brevets et préservera l'esprit de l'industrie. "Nous pensons qu'il doit y avoir une monnaie mondiale pour Internet. Tout comme tout le monde devrait pouvoir participer à l'économie et avoir accès aux mêmes outils et services, tout le monde devrait également pouvoir participer aux cryptomonnaies et avoir accès à son innovation sous-jacente", expliquait-il. Dans un communiqué, relayé par Forbes, Jack Dorsey a précisé que COPA était une entité distincte de Square, avec son propre conseil d'adminis-

tration indépendant. Avec cette alliance, Jack Dorsey espère lutter contre "l'utilisation offensive et malavisée des brevets" qui "menace la croissance et l'adoption de technologies émergentes telles que les cryptomonnaies". Toute entreprise qui travaille dans le domaine de la cryptographie, qu'elle ait ou non des brevets, sera éligible pour rejoindre la COPA. Jack Dorsey estime qu'il y a cependant encore du travail à faire pour que Bitcoin et la cryptomonnaie ne soient adoptés plus largement par le grand public. "Les délais et l'efficacité des transactions" ainsi que la facilité d'utilisation doivent être améliorés, estime le patron de Twitter, relayé par Forbes. Et d'ajouter : "Nous devons construire Bitcoin de manière à ce qu'il soit aussi intuitif, aussi rapide et efficace que ce qui existe aujourd'hui, voire au-delà".

Avec capital.fr

France**Ikea va commercialiser des panneaux solaires "clé en main"**

L'entreprise s'associe pour l'occasion avec Volitalia, acteur international des énergies renouvelables.

Le géant suédois propose, dès ce mardi, un service d'installation de panneaux solaires, avec la promesse de réduire sa facture d'énergie de 50%, et de rentabiliser le dispositif d'ici 7 à 10 ans en moyenne. Le géant suédois de l'ameublement Ikea va commercialiser à partir de ce mardi "un service clé en main d'installation de panneaux solaires pour les particuliers", qu'il promet "rentable en 7 à 10 ans en moyenne", selon un communiqué ce mardi. "Ce service a pour objectif de rendre l'installation de panneaux solaires plus simple et accessible", détaille Ikea, selon qui "le client peut réduire la facture d'énergie de 50% en moyenne grâce à l'autoconsommation et la revente du surplus d'électricité produit".

Deux types d'offres

L'entreprise, qui s'associe pour l'occasion avec Volitalia, acteur international des énergies renouvelables, propose deux types d'offres, une "pour s'adapter aux toitures les mieux exposées, à partir de 6.990 euros pour 6 panneaux, et 7.990 euros pour 9 panneaux", une autre "s'adaptant à différents types de toits, avec du matériel pour optimiser la production et l'autoconsommation", 1.000 euros plus cher. Ikea annonce des garanties

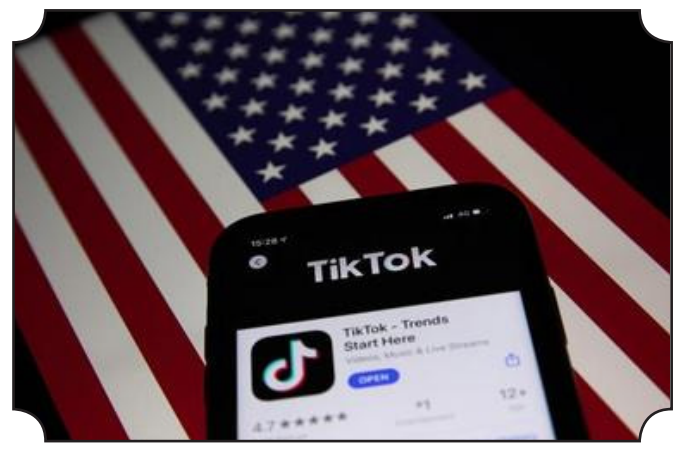
dont "5 ans pour le service après-vente tout compris", "5 ans de garanties de performance" lors de laquelle "s'il y a une différence entre la performance annoncée lors du devis final et la production réelle de l'installation, le client se verra rembourser la différence", "10 ans minimum de garantie du fabricant sur les composants [panneaux et onduleur]" et "25 ans de garantie sur la performance des panneaux".

Avec latribune.fr

États-Unis**TikTok se tourne vers la justice pour éviter l'interdiction**

Le réseau social chinois affirme que son interdiction ne serait pas conforme à la Constitution des États-Unis. Une audience est prévue jeudi.

TikTok a demandé à un juge américain de suspendre un décret de l'administration Trump qui prévoit d'interdire le téléchargement de l'application aux États-Unis à partir de dimanche. Dans une motion déposée auprès d'un tribunal de Washington, le réseau social, filiale de l'entreprise chinoise ByteDance, affirme qu'une telle interdiction ne serait pas conforme à la Constitution des États-Unis. Une audience doit se tenir jeudi dans un tribunal fédéral de Washington à partir de 14h00 GMT (16 heures en Suisse). Le département américain du Commerce a annoncé samedi qu'il reportait au moins jusqu'au 27 septembre (au lieu du 20 septembre) l'interdiction de télécharger aux États-Unis la populaire application. Une interdiction complète des activités de TikTok sur le sol américain pourrait, elle, entrer en vigueur à partir du 12 novembre. Pour y échapper, Donald Trump a exigé que TikTok fasse passer ses activités aux États-Unis sous contrôle américain. «Si les interdictions ne sont pas suspendues, les dommages causés aux plaignants seront irréparables», écrit la plateforme dans le document judiciaire. L'application conteste en particulier l'idée que la mesure de l'administration Trump soit fondée sur des craintes pour la sécurité nationale des États-Unis. Trump a en effet accusé à de multiples reprises l'application d'espionnage au profit de la Chine via la collecte des données de ses utilisateurs, ce dont se défend le réseau social.

**Autre procédure fin août**

«Comme l'ont prouvé des déclarations peu claires et contradictoires du président et d'autres responsables ces derniers mois, les interdictions n'étaient pas motivées par une vraie inquiétude sur la sécurité nationale, mais plutôt par des considérations politiques liées aux élections générales à venir», assène TikTok. La plateforme avait déjà engagé une procédure judiciaire fin août en Californie pour contester le décret d'interdiction. Sa maison-mère ByteDance a indiqué jeudi dans un communiqué avoir effectué auprès du ministère chinois du Commerce une «demande d'autorisation» d'exportation de technologie -- sans toutefois clairement lier cette initiative à TikTok ou à une éventuelle vente.

«Rumeurs erronées»

Cette initiative pourrait concerner l'algorithme utilisé par l'application de vidéos. Il constitue la véritable valeur de la plateforme, car il est utilisé pour déterminer le contenu avec lequel un utilisateur est le plus susceptible de s'engager. Mais la Chine refuse que ce précieux

algorithme ne tombe dans l'escarcelle américaine. Le 28 août, le ministère chinois du Commerce a ainsi inclus les algorithmes dans la liste des technologies d'intelligence artificielle ne pouvant en théorie être exportées. La saga TikTok aux États-Unis a connu de nombreux soubresauts ces dernières semaines. L'application a confirmé samedi dernier un projet pour créer une nouvelle société impliquant le groupe de logiciels informatiques Oracle, en tant que partenaire technologique aux États-Unis, et le géant de la distribution Walmart en tant que partenaire commercial. Baptisé TikTok Global, il prévoit une prise de participation de 12,5% d'Oracle et de 7,5% de Walmart. Les Américains détiendraient quatre des cinq sièges au conseil d'administration. Mais Donald Trump a martelé lundi qu'il ne donnerait pas son aval si le nouveau groupe restait sous contrôle chinois, tout en affirmant qu'Oracle et Walmart allaient posséder la majorité du nouveau groupe. ByteDance, qui comprend des investisseurs américains, a qualifié ces informations «de rumeurs erronées».

(AFP/NXP)

Véhicules électriques**Tesla veut réduire de moitié le coût des batteries**

Tesla souhaite parvenir à proposer une voiture électrique à 25'000 dollars. Pour y parvenir, il faudra réduire le coût des batteries.

À défaut de révolutionner la batterie, Tesla a annoncé mardi une série d'améliorations techniques censées lui permettre de diviser par deux son coût de production et de proposer un véhicule électrique à 25'000 dollars (23'014,25 francs) d'ici trois ans. «De combien d'années pouvons-nous accélérer l'adoption de l'énergie durable? C'est la réelle mesure du succès», a martelé Elon Musk. Face au changement climatique, «nous devons agir»,

a-t-il affirmé. Dans cette optique, l'entrepreneur s'est dit «confiant» en la capacité du groupe à offrir rapidement une voiture électrique à 25'000 dollars, une réduction d'au moins 10'000 dollars par rapport au modèle de base qu'il propose actuellement à la vente. Y parvenir passe par une réduction du coût des batteries. Pour ce faire, Tesla a, lors d'une présentation assez technique, exposé plusieurs avancées à divers stades de la conception de la batterie: sur la conception

des cellules, sur la chaîne de fabrication, sur l'utilisation du silicium, sur la fabrication de la cathode et les métaux utilisés, et sur l'intégration dans la voiture elle-même. Tout cela devrait au final permettre de diminuer de 56% le coût de production d'un kilowattheure. Elon Musk «n'a pas révolutionné la nature de la batterie ou la façon dont elle fonctionne», remarque Karl Brauer, analyste pour le site spécialisé iSeeCars.

(AFP/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Saturne relâchera sa pression, ce qui devrait vous permettre de retrouver un meilleur équilibre budgétaire. Vous allez sortir de la période de vaches maigres, et l'amélioration de vos finances commencera à se faire sentir.

Taureau Cet aspect du Soleil exacerbera votre appétit insatiable d'avoir toujours plus de richesse, de confort matériel, de gadgets. Sachez cependant que cette course effrénée vers la possession vous rendra finalement malheureux. "L'homme qui ne se contente pas de peu ne sera jamais content de rien" (Epicure).

Gémeaux Avec cet aspect de Saturne, vous aurez du mal à équilibrer votre budget. Soit vos revenus vont légèrement diminuer, soit vos dépenses vont augmenter. Dans les deux cas, vous serez obligé de faire des économies. Serrez-vous sérieusement la ceinture, et vous vous en sortirez.

Cancer Malgré le ralentissement général des affaires, ce jour sera propice pour vous occuper de la gestion de votre patrimoine, ainsi que pour traiter les questions de succession ou d'héritage.

Lion La Lune dans cet aspect apportera une plus large envergure financière et favorisera des initiatives nouvelles dans un cadre matériel précis et qui a fait ses preuves. Mais la tendance de la journée sera surtout à l'économie, à une bonne utilisation des possibilités. Donc, pas de gaspillage ni d'achat inutile ! "Laisse ton argent dans l'obscurité pour qu'il te permette de voir la lumière" (pro-verbe maltais).

Vierge Vous pourriez vous féliciter de pouvoir toujours arrondir vos fins de mois, alors que bien des gens ont du mal à joindre les deux bouts. Si vous êtes assez sage, vous devriez savoir apprécier ce privilège et le considérer comme une compensation pour certains de vos désavantages sur d'autres fronts. Ne soyez pas trop gourmand : on ne peut pas tout avoir dans la vie, et il faut bien laisser quelques parts du gâteau aux autres !

Balance Si vous n'avez pas fait preuve jusqu'ici de sagesse en matière d'argent, Saturne ajoutera aujourd'hui la goutte qui fera déborder le vase : vous connaîtrez des contraintes financières très pénibles. Vous possédez peut-être quelques biens, mais vous manquerez cruellement de liquidités, et vous vous trouverez complètement bloqué face à certaines échéances.

Scorpion Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Sagittaire La planète Mercure risque une fois de plus de chahuter votre budget. Faites sérieusement vos comptes et remettez à plus tard les dépenses qui ne s'imposent pas inéluctablement. Si vous fumez, débarrassez-vous au plus vite de cette habitude ruineuse à la fois pour votre santé et votre bourse.

Capricorne Jupiter, la planète de la chance et de la réussite, devrait vous protéger très efficacement sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de prendre rendez-vous avec votre banquier pour voir comment optimiser votre gestion. Si vous avez des placements, il serait sans doute opportun de les modifier. N'attendez pas pour agir.

Verseau Vu cet aspect de Neptune, vous ne gagnerez pas le gros lot au Loto, mais n'aurez pas non plus à craindre de grosses difficultés pécuniaires. Veillez simplement à ne pas vous laisser entraîner dans des dépenses excessives par manque de réflexion ou de patience.

Poissons L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA
Nicole ESSO
Kodji GATOR JOE
Vivien ATAKPABEM
Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE
00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press
Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



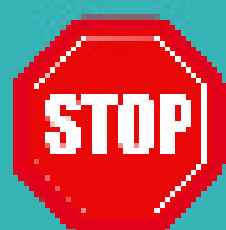
LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
elles toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seutogo@gmail.com Lomé

Médias

La HAAC en guerre contre les « fake news »

Les fake news, voilà l'autre phénomène actuellement en vogue sur les réseaux sociaux. A Kpalimé, un atelier à l'initiative de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) s'est ouvert sur le sujet depuis hier mercredi.

Organisé avec le soutien du Projet de Formation et d'Appui au secteur de l'Audiovisuel et des Médias (PROFAMED), cet atelier vise à offrir à une cinquantaine de participants issus des médias, des institutions et ministères de la République et des organisations de la société civile, les clés nécessaires pour comprendre et détecter les fausses nouvelles sous leurs différentes formes. L'idée, c'est d'outiller davantage les professionnels des médias afin qu'ils évitent de tomber dans le panneau en reprenant ou en publiant des informations non vérifiées, trouvées sur réseaux sociaux. Au cours de la cérémonie d'ouverture de ces assises, le président de la HAAC,



Pitalounani Telou, a invité les acteurs des médias à « prendre le recul nécessaire pour face aux événements dont ils n'ont pas été les témoins vivants ». « Vous devez toujours vous souvenir des principes qui fondent le traitement de l'information et qui sont la recherche constante de la vérité, de l'objectivité et d'équilibre »,

a-t-il insisté. Il a également exhorté la presse à « redoubler de vigilance pour réussir à détecter le vrai du faux afin de ne servir que des informations crédibles ». Au total, 10 communications seront présentées au cours de cet atelier de 3 jours auquel participe le personnel monitoring de la HAAC.

Avec iciLome

Transformation du manioc à Sokodé

L'ANADEB renforce les capacités financières des groupements de femmes

Dans la région centrale plus précisément à Sokodé, l'ANADEB a mis en œuvre depuis trois (3) ans la méthodologie d'Association villageoise d'épargne et de crédit (AVE&C) au sein des groupements d'intérêt économique des femmes. Cette méthodologie a permis de renforcer les capacités financières de 375 femmes issues des groupements d'épargne à travers la région Centrale. Ces femmes pour la plupart ont des activités génératrices de revenu dans le secteur de la transformation du manioc. En d'autres termes, à travers cette méthodologie, l'ANADEB met à la disposition des groupements, des Kits complets (caisse) et les outils sur la culture financière afin qu'ils disposent plus de ressources financières pour créer/ étendre leur activité génératrice de revenus (AGR). Les membres des groupements à travers ce mécanisme d'autofinancement arrivent à diversifier leurs activités telles que le commerce, l'agriculture, l'éle-



vage et le maraîchage. Selon les explications de Mme Awoussi Bitéka, membre du GE Dédézi au tout début, elles prenaient des prêts de 30.000 francs CFA, mais avec l'évolution des cotisations, elles sont passées aujourd'hui jusqu'à 150.000 francs CFA. « Nous remboursions dans un délai de trois (3) mois au taux d'intérêt de 5%. Avec nos épargnes, nous arrivons à développer nos activités génératrices de revenus. Par jour, chacune gagne au moins 10.000 francs ou même 15.000 francs ; ce qui nous permet de passer de nouvelles commandes, de subvenir aux besoins quotidiens de nos familles, et

d'assurer l'éducation de nos enfants », a-t-elle indiqué. Dans la région centrale, au total 23 associations villageoises d'épargne et de crédits sont créés à travers les groupements d'intérêt économique des femmes. Depuis 2009, les groupements de femmes engagés dans la transformation de manioc sont accompagnés à travers le projet de développement des plantes à racines et à tubercules. À cet effet, deux unités de transformation ont été installées à Aouda pour un groupement de 37 membres dont 32 femmes et à Atchintse pour un groupement de 45 membres dont 33 femmes.

Avec Vert-Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Covid-19

Vers la fin du confinement dans les villes bouclées

Mercredi, la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte au COVID-19 (CN-GRC19) a tenu son point de presse hebdomadaire sur l'évolution de la pandémie sur le territoire togolais.

L'exercice a permis aux autorités sanitaires d'annoncer un amortissement positif de la maladie. Selon le responsable de la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte au COVID-19, le Médecin-Col Djibril Mohaman, la propagation du nouveau coronavirus sur le sol togolais est sous contrôle. « Il y a eu au total 82 cas confirmés la semaine dernière et 88 cette semaine, comparativement à la semaine d'avant qui comptait plus de 100 cas. Ce qui marque une certaine baisse de contamination dans les foyers épidémiques bouclés », a indiqué le Colonel Djibril. Il a annoncé à cet effet la levée du couvre-feu et la fin



du bouclage des villes, notamment de Sokodé, Tchamba et Adjengré car, estime le médecin, les cas positifs se font rare dans ces localités considérées comme étant des foyers de contamination. Toutefois, le responsable de

la Coordination Nationale de Gestion de la Riposte à la COVID-19 mise une fois de plus sur la sensibilisation de la population togolaise pour réduire davantage, les risques de contamination.

Avec iciLome

Mercato

Manchester City va faire sauter la banque !

Dans cette dernière ligne droite du mercato estival, Manchester City s'active pour recruter un défenseur central. Et c'est du côté de l'Espagne que les Skyblues comptent trouver leur bonheur.

Manchester City aurait pu faire le grand coup du mercato. Au début du mois de septembre, l'écurie anglaise croyait encore en ses chances de recruter Lionel Messi, bien décidé à quitter le FC Barcelone. Mais les Skyblues ont dû se résigner, d'autant que cette opération était presque impossible financièrement. Cet épisode terminé, les pensionnaires de l'Etihad Stadium ont pu avancer sur d'autres dossiers, eux qui ont déjà mis la main sur Ferran Torres (22,1 M€) et Nathan Aké (45 M€) cet été 2020.

L'Atlético a refusé une offre monstrueuse de City pour Giménez. Mais les Mancuniens ne comptent pas s'arrêter là. En effet, Manchester City est toujours en quête d'un autre défenseur central, même si Pep Guardiola a déjà de quoi faire pour le moment dans ce secteur de jeu avec Nathan Aké, Aymeric Laporte, Eric Garcia (qui plaît au Barça),



Nicolas Otamendi et John Stones, qui pourraient partir également. Ainsi, les Citizens cherchent un nouveau renfort. Longtemps, le nom de Kalidou Koulibaly (Naples) a circulé. Mais cela n'avance pas vraiment. Il y a une dizaine de jours, les Anglais se sont positionnés pour José Maria Giménez. Après avoir enrôlé Rodri l'an dernier, Guardiola comptait piocher de nouveau à l'Atlético de Madrid. AS parlait d'une offre XXL de 89 millions d'euros + 5 millions sous forme de bonus. Aujourd'hui, elle évoque un montant de 85 M€. Interrogé par El Transistor hier, Enrique Cerezo, le président des Colchone-

ros, a confié : « nous avons reçu l'offre. Mais Giménez est un joueur magnifique et nous souhaitons avoir de magnifiques joueurs dans l'équipe ». Malgré cette offre incroyable, la porte semble donc fermée. Manchester City a donc activé la piste menant à Jules Koundé.

Une nouvelle proposition pour Koundé. Comme révélé sur notre site le 20 septembre, l'ancien joueur de Bordeaux s'est entendu avec les Citizens autour d'un contrat de 5 ans. Séville, qui demande 70 millions d'euros, a réagi par la voix de Monchi.

Footmercato.net

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR